



La précarité n'est pas l'avenir !

Précarité dans la fonction publique



A lors que dans la campagne pour les élections présidentielles émergent des discours et des programmes promettant d'en finir avec « l'emploi à vie » dans la Fonction publique, la FSU rappelle aujourd'hui que la précarité n'est pas l'avenir pour les salariés du public comme du privé.

Elle rappelle également qu'aujourd'hui la Fonction publique compte près d'un million d'agents non titulaires sur plus de cinq millions d'agents. Ce sont des personnes à qui l'Administration impose des temps partiels et des salaires souvent plus faibles que ceux des fonctionnaires. Cette situation touche plus particulièrement les femmes et les jeunes.

Le statut qui est la règle (et le contrat, l'exception) n'est plus un principe respecté.

Le dispositif Sauvadet de 2012, mis en place pour résorber la précarité, est loin d'avoir réglé toutes les situations : seulement un quart des personnes concernées répondent aux critères de ce dispositif... et pour cause : ils sont pour le moins sélectifs !

C'est pour dénoncer cette situation que la

FSU a rassemblé aujourd'hui des délégations d'agents non titulaires de tous les secteurs de la Fonction publique. Elle a été reçue, avec eux, en audience dans plusieurs ministères (Fonction publique, Education, Agriculture, Justice...) pour témoigner de cette situation et exiger une nouvelle fois un plan de titularisation et de résorption de la précarité.

Cette revendication est, pour la FSU, corrélée à l'exigence de recrutements de titulaires en nombre suffisant pour faire face aux besoins.

A l'issue de cette journée, la FSU se tourne vers le gouvernement et les parlementaires pour exiger d'en finir avec la précarité dans la Fonction publique.

Il est urgent et indispensable d'offrir des perspectives d'emploi stable et de qualité à tous les agents aujourd'hui non titulaires.

Il est nécessaire de permettre à la Fonction publique de répondre à l'exigence de permanence et de continuité des services rendus aux usagers.

Communiqué FSU

13 octobre 2016

Nouvelle évaluation
des enseignant-es :
donnez votre avis



<http://www.snes.edu/Sondages/index.php/256434>

Sommaire

> Précarité dans la fonction publique.....P1
> Extraits du texte action du conseil national des 6 et 7 octobre.....P2-5
> Disparition de Cyril LASSANA.....P6

> Tentative d'expulsion du secours populaireP6
> Solidarité Haiti.....P6
> Pour un haut conseil du travail social constructifP7
> Education prioritaire : garder la même ambitionP7

> Courrier FSU au premier ministre.....P8
> Droit des femmes contre les extrêmes droites.....P8
> Courrier FSU aux agent-es de la Fonction publique.....P9
> Lu au BO.....P9

Après un printemps rythmé par une dizaine de manifestations pour le retrait de la loi Travail à l'appel des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL et bénéficiant d'un large soutien populaire. Avec 4 mois de mobilisation ininterrompue, pas moins de 12 manifestations, des journées de grève, des grèves reconductibles, des blocages économiques et des pétitions massives, la mobilisation interprofessionnelle contre la loi Travail a montré la détermination des manifestant-es et des grévistes à mettre en échec une loi qui signe la déréglementation du droit et du marché du travail mais aussi à lutter contre une politique néolibérale et sécuritaire, accélérée depuis les attentats de janvier et novembre 2015. La mobilisation n'est pas finie pour autant, après la journée de mobilisation du 15 septembre, le débat se poursuit dans nos OS pour obtenir l'abrogation de cette loi. [...]

Les crimes terroristes revendiqués par Daech commis à l'été 2016 à Nice et Saint-Etienne-de-Rouvray qui ont entraîné la mort de plus d'une centaine de personnes ont plongé le territoire français dans l'horreur et la sidération. Depuis, encouragés par le contexte des élections présidentielles, ce sont des dirigeant-es politiques de tous bords qui ont versé dans une surenchère sécuritaire, répressive, guerrière et xénophobe avec l'appui du 1^{er} ministre. Quant au gouvernement, il profite de ce contexte morbide pour prolonger un État d'urgence qui jusqu'à présent a surtout servi à interdire manifestations, assigner à résidence des militant-es du mouvement social, à pratiquer les fouilles systématiques et à remettre en cause nos libertés publiques. La mort de Rémi Fraisse à Sivens a illustré de manière bien sinistre les mois qui allaient suivre et a constitué une première étape dans la répression inouïe et systématique qui s'est abattue sur le mouvement social lors des manifestations contre la loi Travail. De nombreux militant-es, parmi lesquels des

syndicalistes et des enseignants ont été violentés, interpellés et condamnés.

Ces offensives contre le mouvement social visent à masquer la réalité de la crise sociale et politique. Cette rentrée est à nouveau marquée par l'augmentation du chômage, la multiplication des plans de licenciement (SFR, Alstom, Philips, HSBC...). Les 40,6 milliards de baisse de cotisations sociales et d'impôts accordées avec le Pacte de responsabilité (1,8 % du PIB) n'ont été d'aucune utilité dans la lutte contre le chômage et n'ont fait que remplir les caisses des actionnaires et du patronat. Quel avenir le gouvernement entend-il donner à la jeunesse quand, alors que Hollande disait qu'il en ferait sa priorité, un quart des jeunes actifs de moins de 25 ans, soit 24,6 %, sont au chômage ?

Fonction publique

[...] Les attaques tous azimuts des candidat-es aux primaires sur les services publics et ses fonctionnaires font peser de lourdes menaces. Le SNUEP avec la FSU doivent s'engager dans une campagne qui vise à promouvoir les services publics et contrer ces attaques. [...] La question de l'augmentation du pouvoir d'achat reste centrale pour les collègues. Au regard de la perte cumulée depuis plus de 10 ans, le SNUEP-FSU continue à demander un plan de rattrapage de la valeur du point d'indice.

Évaluation des enseignant-es

L'ouverture des négociations PPCR dès mars 2015 dans la Fonction publique a permis d'ouvrir des perspectives d'évolutions tant sur la reconstruction des grilles indiciaires que sur les déroulés de carrière des PLP et CPE. Le SNUEP-FSU a constaté des avancées : la déconnection partielle de l'évaluation des enseignant-es de l'avancement de carrière, une nouvelle avancée de carrière plus équitable avec la suppression des rythmes d'avancement différenciés, l'intégration d'une partie des primes dans le traitement, le déroulement de carrière sur au moins deux grades. Mais le SNUEP-FSU reste opposé à la mise en œuvre d'une « classe exceptionnelle » dont l'accès ne serait pas garanti à tou-tes. Il pèsera avec les SN de la FSU pour que la

réforme de l'évaluation des enseignant-es puisse apporter de réelles améliorations en termes d'accompagnement et de formation des PLP et CPE. Cela nécessite que l'Éducation nationale puisse enfin consentir un effort budgétaire conséquent pour la formation continue des enseignant-es. Le SNUEP-FSU rappelle son attachement à la double évaluation, chef d'établissement et IEN, chacun dans son rôle et domaine de compétence respectifs avec un équilibre maintenu de 40/60 et centrée sur les missions premières de l'enseignant-e. Le SNUEP-FSU reste opposé à tout bilan professionnel ou tout autre document d'auto-évaluation qui pourrait être versé au dossier de l'enseignant-e. En tout état de cause, si les inquiétudes pointées ici subsistent dans la proposition finale du ministère, le SNUEP-FSU, avec les autres syndicats de la FSU, appellera la profession à se mobiliser. Le SNUEP-FSU appelle les collègues à participer massivement à la consultation organisée par le SNES, SNEP et le SNUEP-FSU.

Rentrée : les annonces du ministère à l'épreuve de la réalité de l'enseignement professionnel

[...] Cette communication ne résiste ni à la réalité vécue par la profession ni à la réalité des chiffres, notamment ceux concernant la perte de 3340 postes dans la voie professionnelle depuis 2012 (RAP 2015). Cette perte sèche associée à la diminution de 30 % de la taxe d'apprentissage (TA) subie depuis 2 ans asphyxient les établissements et dégradent les conditions de travail au quotidien des collègues. [...]

Pour le SNUEP-FSU il est urgent, dans un premier temps, qu'un plan de rattrapage des postes perdus soit mis en œuvre et que des sommes soient allouées pour compenser la perte de la TA.

Les premières remontées concernant les 500 ouvertures de formations et les 1 000 postes budgétés la formation professionnelle ne vont pas dans le bon sens. En effet, certaines régions et rectorats font le choix d'ouvrir en priorité ces formations en STS, en mention complémentaire voire en FCIL, ne dédiant qu'une part minimum >>>

>>>

pour les niveaux IV et V sous statut scolaire. [...] Le SNUEP-FSU doit peser dans les CREFOP et dans les rectorats pour inverser cette tendance et dénoncera toutes les décisions contraires à ces objectifs.

Alors que 78 % des bachelier-es professionnel-les ont demandé des poursuites d'études, majoritairement en BTS, seul-es 35 000 ont obtenu une place dans ces filières. Les annonces de la ministre relatives à l'ouverture de 2 000 places par an sur 5 ans (soit 10 000 places) sont largement insuffisantes. De surcroît, aucun dispositif national n'a été mis en place pour améliorer la réussite des bachelier-es professionnel-les dans l'ensemble des voies du supérieur. Pour le SNUEP-FSU, c'est aussi et surtout en amont qu'il faut améliorer les conditions d'études des élèves pour leur permettre de réussir dans l'ensemble des filières de leur choix.

Dans le même temps, les attaques contre l'enseignement professionnel public sous statut scolaire persistent, voire se multiplient. État, élu-es et organisations patronales continuent à démanteler la voie professionnelle au profit de l'apprentissage alors même que ce système a prouvé son inefficacité pour les jeunes au sens où il n'a aucunement réduit le chômage, les sorties sans qualification et ne participe pas à élever le niveau de qualification.

Le SNUEP-FSU appelle à signer et faire signer l'appel collectif

<https://www.change.org/p/najat-vallaud-belkacem-appel-collectif-pour-l-avenir-des-lycées-professionnels>

et poursuivra ses combats pour une véritable revalorisation de la voie professionnelle.

Apprentissage : quand le service public compense les résistances du privé

Si les nouveaux contrats d'apprentissage ont légèrement augmenté en 2015, [...] les embauches se concentrent dans les entreprises de moins de 11 salarié-es qui ont profité d'une aide de 4 400 euros pour chaque nouvel apprenti-e mineur-e. La baisse des recrutements se poursuit dans toutes les autres entreprises, quel que soit

le niveau de formation. À cette gabegie financière s'ajoutent des mesures inquiétantes : l'ouverture des titres professionnels à l'apprentissage depuis juillet dernier, des embauches dans le secteur public en forte croissance qui s'ajoutent aux nombreux/ses contractuel-les en lieu et place de titulaires ou la promotion de l'apprentissage demandée aux collèges qui doivent signer des conventions avec des CFA. Le SNUEP-FSU réaffirme son opposition à ces manœuvres néfastes pour les jeunes, pour le service public et pour les finances publiques.

La casse de l'ensemble des diplômes de la voie professionnelle est en marche....

Les diplômes de la voie professionnelle subissent, en ce moment, des attaques frontales et massives, sous la pression du patronat, et aidé en cela par le gouvernement et le ministère. Ces attaques portent sur la conception même des diplômes, qui serait confiée, dans les CPC, à un binôme employeur/salarié en lieu et place de leur fonctionnement actuel. Mais elles portent aussi sur leur constitution : ils pourraient être modularisés par l'introduction, en formation initiale, de blocs de compétence. [...]

Face à ces attaques, le SNUEP-FSU continue et continuera à défendre sa conception du diplôme dans toutes les instances où il siège. Pour le SNUEP-FSU, un diplôme doit être basé sur des connaissances et des savoirs généraux et professionnels clairement attachés à un métier, il ne peut être décomposé en sous-parties permettant le recrutement d'une main d'œuvre sous qualifiée. Il doit certes permettre de s'insérer dans le monde professionnel, mais il doit aussi ouvrir la possibilité aux poursuites d'études, de formation continue, et contribuer à l'émancipation personnelle et citoyenne de ses lauréat-es.

Le SNUEP-FSU appelle les personnels à s'adresser dans ce sens à leurs IEN, à leurs chefs d'établissement, à leur recteurs, à l'IGEN pour que cesse enfin la casse des diplômes dans l'enseignement

professionnel.

Les 3 PEP (préparatoire à l'enseignement professionnelle) encore malmenées...

[...] La classe de 3^{ème} préparatoire à l'enseignement professionnelle remplace la classe de 3^{ème} préparatoire aux formations professionnelles. Si le nom change, les moyens dédiés n'ont pas évolué dans le bon sens. Le temps consacré à la découverte professionnelle et à l'orientation est diminué et la mise en place est très diverse selon les académies et les établissements, créant une inégalité de traitement, qui aura inéluctablement des répercussions sur la poursuite d'études et sur la réussite des élèves aux épreuves terminales du DNB Pro. [...]

Le SNUEP-FSU demande une réflexion nationale sur les 3^{ème} PEP et a minima une refonte des textes cadrant nationalement son organisation en redonnant du temps à la découverte professionnelle. Celle-ci ne peut se limiter à des visites de milieux professionnels mais doit permettre la mise en activité de réalisations. Le SNUEP-FSU revendique aussi que les collègues de PSE qui sont dorénavant dans l'obligation d'enseigner la SVT bénéficie d'une formation. [...]

Le LSUN : livret scolaire unique numérique.

Le LSUN est un élément supplémentaire du contrôle pédagogique par notre hiérarchie et de travail supplémentaire à fournir pour les collègues qui ne sert pas l'intérêt de l'élève. [...] Les travers de l'ex-livret personnel de compétences (LPC) sont toujours présents dans le bilan de fin de cycle 4 lié au DNB. [...]

Le SNUEP-FSU doit continuer à informer et sensibiliser les collègues sur la mise en place de la 3^{ème} PEP et du nouveau DNB Pro, source de travail supplémentaire.

Le SNUEP-FSU appelle les collègues à ne pas se laisser imposer quelque restriction que ce soit de leur liberté pédagogique. Concernant le LSUN, il appelle donc à ne renseigner que les éléments qu'ils ont l'habitude de remplir sur les bulletins annuels, en refusant de remplir les rubriques concernant les EPI, l'AP, les parcours et autres parties de programmes abordées.

>>>

>>>

Le SNUEP-FSU étant contre toute attestation de compétences, il refuse la mise en place d'une attestation des compétences numériques en fin de cycle. Une telle attestation détache le numérique de l'ensemble des connaissances. Les attendus numériques doivent faire partie intégrante des programmes disciplinaires.

Mesures de rentrée : inefficaces pour améliorer les conditions d'accueil des élèves ; et certaines qui aggravent les conditions de travail des personnels !

[...] Le SNUEP-FSU acte positivement la mesure concernant la baisse de la pression certificative en classe de seconde et l'allègement des CCF pour certaines disciplines. Le SNUEP-FSU revendique une remise à plat des modalités de certification des diplômes de la voie professionnelle et le retour aux épreuves ponctuelles terminales.

Les autres mesures pourraient bien être inefficaces, voire accroître la charge de travail déjà importante qui pèse sur les collègues. Pour pouvoir en témoigner de manière précise, le SNUEP-FSU mène une enquête auprès de la profession. Il en rendra public les résultats dès qu'elle sera terminée.

Ainsi, la « semaine d'intégration », qui était déjà pratiquée dans une majorité d'établissements, a été imposée en cette rentrée... y compris dans les établissements qui la pratiquait déjà. [...] Le SNUEP-FSU revendique que l'organisation de cette "semaine d'intégration" reste le choix des équipes pédagogiques et surtout qu'elle respecte les O.R.S. des collègues. Il appelle les collègues à demander, dans chaque établissement qu'un bilan objectif de cette action soit dressé, avant de décider ou non de sa reconduction.

La « semaine de préparation à la première PFMP » n'a pour l'instant été mise en œuvre qu'avec modération. [...] majoritairement sur temps scolaire. Le SNUEP-FSU y voit une nouvelle amputation du temps d'enseignement et revendique que cette semaine, quand elle s'avère nécessaire, soit décomptée de la durée des PFMP.

La « Réorientation possible à l'automne », pour les élèves de LP pourrait s'avérer être un leurre et risque de créer des frustrations chez les élèves et les familles qui en feront la demande. [...] Pour le SNUEP-FSU, c'est bien d'une augmentation de la capacité d'accueil de la voie professionnelle sous statut scolaire dont les élèves ont besoin ! Le SNUEP-FSU demande que l'élaboration des cartes de formations ne soient plus le seul apanage des régions et ne soient plus élaborées sous le seul prisme de l'adéquation formation/emploi qui a fait la preuve de son inefficacité.

La formation des PLP : recrutement en berne et formation insuffisante.

Une crise de recrutement qui dure qui dure...

Cette année, le MEN ouvrait 3 167 postes aux différents concours de la voie pro, 842 n'ont pas été pourvus soit près 26 % des postes. [...] Après le concours, la situation ne s'améliore guère puisque près de 30 % des stagiaires PLP ne bénéficient pas de formation. [...]

Le SNUEP-FSU participera les 11 et 12 janvier prochains aux états généraux de la formation des enseignant-es au côté des autres syndicats de la FSU. Le SNUEP-FSU continuera à lutter pour la mise en place de pré-recrutements qui permettraient de reconstituer le vivier de PLP et à militer pour le retour à une formation (initiale et continue) de qualité.

[...]

Vers la disparition des structures de l'enseignement adapté ?

En ce qui concerne l'ASH (adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés), l'actualité est dense : nouvelles circulaires sur les ULIS, sur les SEGPA, ouverture de GT ministériels sur l'avenir des EREA relatifs aux nouvelles modalités du paiement des heures de synthèses et coordinations et aux nouvelles indemnités liées au 2CASH, projet de transformation du 2CASH en CAPPEI (Certificat d'Aptitude Pédagogique aux Pratiques de l'Education Inclusive) et projet de nouvelle circulaire sur l'inclusion des élèves en situation de handicap. Le SNUEP-FSU avec la FSU participent à

l'ensemble de ces GT pour faire valoir ses mandats. [...]

Non-titulaires

Un-e agent-e sur cinq de la Fonction publique est non titulaire. Le nouveau décret concernant les enseignant-es non-titulaires laisse entrevoir certaines améliorations pour les personnels déjà en poste : abrogation de la vacation, évolution de salaire, accès à des formations, garantie du maintien de la double évaluation, accès aux mêmes indemnités que les titulaires. Mais une grande latitude est laissée aux rectorats pour appliquer les mesures prévues. Si un cadre national est proposé, des inégalités de traitement vont demeurer entre les académies. En outre, ces améliorations ne doivent pas rendre acceptable l'emploi de nouveaux personnels non-titulaires.

Après 4 sessions du concours Sauvadet, le constat est très mitigé : 28,5 % des postes ont été perdus et près d'un tiers des personnels éligibles demeurent non-titulaires. La prolongation de 2 ans du dispositif Sauvadet, dans des conditions aussi restrictives que précédemment, n'est pas une mesure suffisamment ambitieuse pour atteindre l'objectif de résorption de la précarité. Le SNUEP-FSU continue de revendiquer la mise en place d'un plan de titularisation qui n'écarte personne et réaffirme sa volonté de voir cesser le recours à de nouveaux personnels contractuels. [...]

Situation internationale

Syrie : non au massacre sans fin de la population d'Alep

Un drame humanitaire se déroule jour après jour à Alep. Le régime Syrien, soutenu par la Russie de Vladimir Poutine, bombarde quotidiennement la population [...] La Russie et les autres membres du Conseil de sécurité Nations unies doivent respecter la résolution sur la protection des structures médicales et mettre fin au massacre. Il est urgent pour la communauté internationale de mettre fin aux bombardements des civils qui ont déjà tué plus de 300 000 personnes en 5 ans, la destruction des structures médicales laisser entrer les convois humanitaires >>>

>>>

pour permettre à la population civile un accès immédiat à l'aide internationale, de mettre fin à l'utilisation d'armes non conventionnelles.

Pour exprimer notre volonté de vivre en paix dans un monde de solidarité, de justice et de fraternité, le SNUEP-FSU s'inscrit dans les mobilisations des marches nationales pour la paix.

La situation internationale devient de plus en plus dégradée au niveau économique mais aussi avec une augmentation des conflits dans toutes les parties du monde. Comme dans toutes les situations de guerre les civil-es sont les premières victimes : décès mais aussi déplacements de population.

Les gouvernements deviennent de plus en plus autoritaires, des affrontements violents suivent les élections dans certains pays. Ainsi en Turquie toutes celles et tous ceux qui protestent et contestent un tant soit peu sont révoqués, interpellés, emprisonnés. En 2016 une véritable « chasse aux sorcières » touche les fonctionnaires, les intellectuel-les, les journalistes... [...] Tout-e opposant-e est qualifié de terroriste. Les Kurdes font l'objet d'une oppression particulièrement féroce de la part du gouvernement d'Erdogan que les démocrates se doivent de dénoncer.

La République islamique d'Iran ne respecte pas ses engagements pris dans le cadre des conventions internationales de l'OIT, qui reconnaissent le droit des travailleurs/euses iranien-es à établir leurs organisations indépendantes. Plusieurs syndicalistes et activistes du mouvement ouvrier ont été condamnés à de longues années de prison ferme cette année et la liste ne cesse de s'allonger.

Face à ces situations, la France serait bien inspirée d'arrêter ses ventes d'armes.

Des millions de personnes dans le monde sont contraintes de quitter leur pays suite à des catastrophes naturelles, des crises économiques, mais aussi à cause des conflits et des guerres. Face aux migrations les frontières se ferment, des murs se construisent en Europe au mépris du devoir d'accueil et parfois même du

droit international. C'est inacceptable et la France se doit de peser pour que les droits de l'Homme les plus élémentaires soient respectés.

Un-e migrant-e sur deux est un-e enfant ou un-e jeune et leurs droits sont de plus en plus souvent remis en cause notamment leur droit à l'éducation. L'éducation est un droit pour tous les jeunes en France. Ce principe est inscrit dans la Convention internationale des droits de l'enfant et rappelé dans notre Code de l'Éducation.

Honneur aux femmes du Bateau pour Gaza

Des femmes représentant 13 pays sur les 5 continents ont entamé leur voyage vers les côtes de Gaza, sous blocus depuis 2007. Le SNUEP-FSU soutient cette mobilisation organisée par la Flottille de la Liberté qui vise par son action à lever et à dénoncer ce blocus terrestre, aérien et maritime. [...] l'État d'Israël ayant intercepté le Bateau des femmes et interpellé les passagères. [...] démontre qu'il ne tolère en rien toutes formes de solidarité avec les Palestinien-nes, au mépris du droit international, des conventions de l'ONU sur le droit de la mer.

FEMMES

Partout dans le monde les femmes sont victimes de violences et doivent s'organiser pour les combattre. Les viols sont souvent une arme de guerre.

Depuis 2015, à Ciudad Juarez au nord du Mexique les travailleuses de la zone franche se mobilisent et s'organisent notamment contre les multiples formes d'exploitation et dénoncent le harcèlement sexuel dont elles sont victimes et les féminicides. Les femmes font face depuis longtemps à un contexte de violences extrêmes dans la région, que l'industrie maquiladoras a contribué à développer ainsi que les cartels.

En Pologne, le parti au pouvoir ultra-conservateur (PiS) proche de l'église appuyé par les mouvements « pro-vie » très actifs, veulent interdire totalement l'IVG, déjà très restrictive ; Le projet déposé a rencontré une mobilisation massive des femmes polonaises, soutenues par les mouvements féministes internationaux, qui a amené le parlement à

rejeter le projet. Les régressions en cours en Europe nous inquiètent fortement. En Irlande, la loi est toujours aussi restrictive, en Macédoine, au Portugal et en Espagne, le droit des femmes à disposer de leur corps est en sursis.

Plusieurs mesures ont été prises (2014) en France pour améliorer l'accès à l'avortement [...] mais l'accès n'est toujours pas garanti dans tous les territoires (restructurations hospitalières et fermeture de nombreuses maternités et centres IVG), ni pour les femmes étrangères.

A cela s'ajoute les sites internet anti IVG qui fleurissent en toute impunité, des groupuscules « pro-vie » très actifs qui poursuivent leurs actions devant les hôpitaux pour empêcher les femmes d'avorter et diffusent des manuels anti-avortement devant les lycées privés et sur internet. [...] Le SNUEP-FSU demande que les femmes ne soient pas entravées dans le libre choix car le droit à l'avortement n'est pas une opinion, c'est une liberté fondamentale depuis la loi Veil 1975. De la même façon, le site ivg.gouv.fr doit être le 1^{er} référencé. [...]

Le SNUEP-FSU appelle à participer aux manifestations du 25 novembre contre les violences faites aux femmes.

Contre les accords de libre-échange TAFTA et CETA

Depuis 2013, une large mobilisation s'est mise en place contre le TAFTA, ce projet d'accord qui vise à libéraliser les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et l'Union européenne. Contrairement aux annonces du gouvernement, les négociations continuent. À l'approche de la signature du CETA le 18 octobre par les chefs d'États européens, le SNUEP-FSU soutient et appelle à la mobilisation et à la manifestation le 15 octobre qui se tiendra à Paris et en régions contre ces projets toxiques.

DISPARITION DE CYRIL LASSANA

Nous avons le regret de vous annoncer la disparition dramatique de notre collègue Cyril Lassana, professeur de maths-physique au lycée Tarcy et depuis la rentrée au LP Bertene Juminer. Cyril était un « bon pti gars » aux intelligences et cultures énormes, en plus de toutes ses qualités humaines et son franc-parler qui faisaient de lui, un collègue, un camarade, un frère, unique de nos jours.

Cyril est parti car l'enseignant qu'il était, n'en pouvait plus. Car, ce sont bien les manques volontaires, de bienveillance et d'écoute de ses supérieurs, la volonté de ne pas

considérer ses souffrances en ne traitant pas ses rapports ou demandes d'aides, le sentiment d'humiliation ressenti lors de sa dernière inspection et tout dernièrement, l'impression d'ignorance et d'indifférence méprisante du recteur à ses cris d'alarme, qui l'ont démolé.

Sa disparition fait très mal à tous ceux qui l'ont connu, car ils se souviennent d'un collègue, d'un camarade, d'un frère tellement heureux et fier de devenir il y a 2 ans, lauréat du PLP maths-physiques... Son « C'est le plus beau jour de ma vie !!! » résonne encore.

Sa décision d'en finir nous enfonce dans une tristesse incommensurable,

lui qui s'était tellement battu il y a 2 ans pour continuer en Guyane où il vivait depuis 6 années, alors qu'il était affecté dans l'académie de Versailles pour son stage.

Le bureau du SNUEP Guyane, profondément choqué et attristé par la disparition de Cyril, s'associe à la douleur des professeurs de Tarcy qui l'ont aimé et fréquenté.

Et nous présentons nos condoléances si sincères et si émues, à sa famille éplorée, dévastée par la perte d'un fils, qu'ils ne reverront plus jamais.

Le bureau du SNUEP Guyane

*Communiqué SNUEP-FSU Guyane
24 septembre 2016*

TENTATIVE D'EXPULSION DU SECOURS POPULAIRE À HAYANGE : UN ACHARNEMENT DE PLUS CONTRE LES SOLIDARITÉS

La mairie FN de Hayange s'acharne. Après avoir avoir sommé l'antenne du Secours Populaire de la commune, installée depuis plus de dix ans, d'évacuer les lieux séance-tenante vendredi matin par voie d'huissier, flanqué de la police municipale, le maire persiste. Il maintient la procédure d'expulsion en cours, arguant d'une occupation de locaux « sans droit ni titre » et menace de « faire rapidement couper l'électricité et le chauffage dans le local ».

Le monde associatif fait une fois de plus les frais des attaques de la mairie FN. Coupes budgétaires ou éviction des locaux sont monnaie courante dans les villes tenues par l'extrême droite. Cette dernière cherche en effet à briser les outils citoyens de la solidarité car celle-ci s'oppose principalement à son orientation politique ségrégative de division de la société. Le FN prend prétexte de l'aide apportée par le Secours Populaire aux migrants pour s'attaquer à toutes les populations pauvres auxquelles l'association vient en aide : il dévoile ainsi son programme de racisme anti-pauvres, toutes nationalités confondues. Les exemples ne manquent pas depuis 2014. Cette

nouvelle attaque s'ajoute au triste constat dressé notamment par l'observatoire national intersyndical des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite.

La FSU condamne avec la plus grande fermeté la décision de s'attaquer au Secours Populaire et l'acharnement dont fait preuve le maire d'Hayange. Elle apporte son soutien à une association, dont l'action est toute dévolue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde et à promouvoir la solidarité. La solidarité, c'est une valeur universelle, n'en déplaise à l'édile d'Hayange et aux affidés de l'extrême droite.

*Communiqué FSU
07 octobre 2016*

SOLIDARITÉ HAITI

Haïti est touché une nouvelle fois. Le cyclone Matthew a fait un nombre important de victimes. La FSU tient à vous présenter, ainsi qu'à toute la population haïtienne, ses plus sincères condoléances.

Ce cyclone a provoqué de nombreux dégâts dans le pays.

Nous savons que vous saurez, tous ensemble, trouver la force nécessaire pour surmonter cette épreuve.

Cet événement survient alors que les conséquences du tremblement de terre étaient encore visibles sur le terrain. Puisse la solidarité entre nos organisations, en plus de l'indispensable aide humanitaire, vous apporter le soutien dont vous avez besoin pour faire face et

poursuivre l'ensemble des tâches et projets en cours pour améliorer la situation de l'éducation dans votre pays.

La FSU participe à l'appel à dons lancé par Solidarité Laïque <https://soutenir.solidarite-laique.org/AideHaiti/~mon-don/>

*Communiqué FSU
11 octobre 2016*

POUR UN HAUT CONSEIL DU TRAVAIL SOCIAL CONSTRUCTIF !

Après de nombreuses péripéties et parce qu'elle a toute légitimité à y être représentée, la FSU entre au Haut Conseil du Travail Social qui succède au Conseil Supérieur du Travail Social.

La composition du HCTS donne une part disproportionnée (58 sièges) aux représentants des pouvoirs publics, de la société civile et des organisations patronales et d'employeurs, au regard de celle des représentants des salariés (8 sièges). Cela limite de fait les possibilités d'un dialogue social constructif et démocratique, comme l'ont confirmés les échanges lors des deux séances du 07 juillet et du 22 septembre.

La FSU souligne et dénonce ce net déséquilibre en défaveur des salariés du travail social, qui témoigne du manque de considération pour les représentants des personnels.

ÉDUCATION PRIORITAIRE : GARDER LA MÊME AMBITION ÉDUCATIVE QUE POUR TOUS LES JEUNES !

Le rapport « Inégalités sociales » du CNECSCO cherche à mesurer et à comprendre les inégalités scolaires notamment par l'analyse des difficultés actuelles de l'éducation prioritaire. Les avertissements et les inquiétudes du CNECSCO ont été largement interprétés, notamment dans la presse, comme une condamnation de l'éducation prioritaire jugée inefficace. Certaines de ces interprétations, dans leurs volontés provocatrices, sont injustes pour le travail complexe qui est conduit par les fonctionnaires de l'Éducation nationale dans les secteurs de l'Éducation prioritaire et notamment par les enseignants.

Le rapport pointe une grande constante politique française : réformer l'éducation, sans cesse, sans prendre en compte les

Toutefois, les organisations syndicales, notamment FSU, CGT, Solidaires, FO, UNSA, ont obtenu que soit reconnu le principes « titulaire/suppléant » pour chaque siège du HCTS, afin que la continuité et la qualité nécessaires à ses travaux n'en soient affectées.

Alors que les orientations libérales continuent à générer inégalités et exclusion, dans le même temps des politiques sociales sont mises à mal et les formations des travailleurs sociaux sont remises en cause.

La baisse des dépenses publiques imposée dans la fonction publique, notamment dans les départements, pourtant chefs de fil de l'action sociale, vient réduire les moyens de l'intervention publique au moment où la demande sociale reste forte, et les usagers du travail social voient leurs droits de moins en moins garantis.

Les missions de prévention sont dévoyées alors que se renforce le contrôle social des populations, et que s'affaiblissent les liens sociaux,

résultats de la recherche, sans évaluer les politiques menées. Alors que la lutte contre la difficulté scolaire devrait se centrer sur une plus grande mixité sociale des écoles et établissements, sur des moyens adaptés aux difficultés, sur des pratiques pédagogiques diversifiées et la formation des enseignants, elle reste cantonnée à l'application étroite de tel ou tel point de ces réformes. Le rapport du CNECSCO pointe d'ailleurs la nécessité de poursuivre l'amélioration du système notamment en ce qui concerne la baisse des effectifs dans les classes, la formation des enseignants, la scolarisation précoce, le renforcement de la mixité sociale, la formation des personnels ...

Pour la FSU, il est nécessaire d'élever le niveau de formation et de qualification de tous les jeunes, sans discrimination, et pour cela il faut « mieux d'école ». L'éducation prioritaire est l'emblème d'un dispositif ambitieux dans ses objectifs

notamment dans les quartiers populaires trop souvent stigmatisés. Il est donc urgent de repenser les politiques publiques pour que soit assurée la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire.

La FSU prendra toute sa place au sein de ce Haut Conseil du Travail Social pour y défendre un travail social émancipateur pour les usagers ; l'accès pour toutes et tous aux droits sociaux fondamentaux ; les droits protecteurs pour les professionnels du social et de l'éducatif ; les moyens à hauteur pour accomplir leurs missions de service public.

Elle défendra la spécificité des diplômés et des métiers du travail social.

La FSU portera haut les valeurs déontologiques et éthiques propres au secteur du travail social.

*Communiqué FSU
28 septembre 2016*

mais trop souvent dévoyé dans sa mise en œuvre politique et réglementaire.

La FSU demande une approche des questions d'éducation moins dogmatique et idéologique, davantage de réflexion et de prudence, une approche s'appuyant sur les résultats de la recherche, et sur les personnels, aux compétences professionnelles reconnues et respectées. Poursuivre l'investissement et l'engagement pour l'Éducation prioritaire est essentiel pour l'avenir des jeunes qui y sont scolarisés, pour la réussite de tous et pour une meilleure cohésion sociale de la société.

C'est l'engagement de la FSU.

*Communiqué FSU
29 septembre 2016*

Courrier FSU adressé au premier ministre : Droit à l'éducation pour les jeunes migrants

28 septembre 2016

Monsieur le Premier ministre,

Ce qui est communément appelé la « crise » des migrants ou des réfugiés est d'abord un drame humain.

Des millions de personnes dans le monde sont contraintes de quitter leur pays suite à des catastrophes naturelles, des crises économiques, mais le plus souvent, et c'est le cas notamment aujourd'hui des personnes réfugiées en Europe, à cause des conflits et des guerres.

Selon la convention du 24 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, un réfugié est une personne qui craint avec raison d'être persécutée et qui ne peut ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou y retourner en raison de la dite crainte. Les pays européens ont donc la responsabilité d'accueillir dignement et dans de bonnes conditions celles et ceux qui y cherchent refuge. Mais, nous constatons que trop souvent, en France comme ailleurs en Europe, les frontières se ferment, des murs se construisent, comme à Calais, au mépris du devoir d'accueil et parfois même du droit international. La politique migratoire de l'Europe n'est pas acceptable en l'état et la France doit peser pour que les droits de l'Homme les plus élémentaires soient respectés.

Il s'agit aussi d'un enjeu majeur pour les démocraties qui ne peuvent laisser s'instaurer le repli sur soi, le refus de l'autre mettant ainsi à mal toute cohésion sociale.

Aujourd'hui, un migrant sur deux est un enfant ou un

jeune. Et, dans ce contexte, nous constatons que les droits des mineurs étrangers sont de plus en plus souvent remis en cause notamment leur droit à l'éducation.

En France, l'éducation est un droit pour tous les jeunes qui sont sur son territoire. Ce principe est inscrit dans la Convention internationale des droits de l'enfant et rappelé dans notre Code de l'Éducation.

La FSU est particulièrement attachée à ce droit à l'éducation pour tous les jeunes. C'est un devoir de justice, d'égalité et de liberté pour notre société que d'offrir ainsi à ces jeunes la possibilité de se construire un avenir. A l'instar de Malala Yousafzai, prix Nobel de la paix, nous rappelons ce droit à scolarisation pour toutes et tous quelle que soit leur situation administrative.

C'est pourquoi la FSU demande, monsieur le Premier ministre, que votre gouvernement mette tout en œuvre pour scolariser les enfants et jeunes réfugiés, et plus généralement tous les mineurs étrangers qui se trouvent dans notre pays.

Ce travail, en lien avec le ministère de l'Éducation nationale, nécessite de mobiliser l'ensemble de la communauté éducative. La FSU est prête à s'y investir.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'expression de mes salutations respectueuses.

Bernadette Groison
Secrétaire Générale de la FSU

Copie de ce courrier à Madame la ministre Najat Vallaud-Belkacem

DROITS DES FEMMES CONTRE LES EXTRÊMES DROITES

Des féministes venu-es d'associations, de syndicats et de partis.

Des féministes qui en ont assez de voir resurgir les vieux fantômes du passé.

Des féministes qui ne croient pas à la mutation, dédramatisation de certaines composantes des extrêmes droites.

L'actualité mondiale nous le montre à chaque instant : « le ventre est toujours fécond d'où a surgi la bête immonde. » Nous ne voulons pas de cette société là.

Afin de pouvoir remporter enfin des élections, le Front National de Marine Le Pen a décidé de raboter les angles, ravalier la façade, modérer le discours. Mais le vieux fond reste le même : xénophobe, raciste, anti social, familialiste, antiféministe, lesbophobe et homophobe.

Marine Le Pen prétend être défenseuse des droits des femmes pour séduire l'électorat féminin dont elle a un besoin crucial. Mais elle espère gagner des voix uniquement par la magie du verbe. Car concrètement le FN ne fait rien pour défendre les droits des femmes.

Nous féministes qui militons quotidiennement pour acquérir l'égalité femmes/ hommes et qui parlons donc en connaissance de cause estimons qu'il est de notre responsabilité de dévoiler cette mystification. Ce site y contribuera.

<http://www.droitsfemmescontreextremesdroites.or>



Courrier FSU adressé aux agent-es de la Fonction publique

04 octobre 2016

Cher-es collègues,

Les prochaines échéances électorales imposent déjà leurs thèmes et leur rythme. Parmi eux, le sujet de la Fonction publique et surtout de l'avenir réservé à ses agent-es.

La FSU a pour habitude de dénoncer régulièrement chaque caricature, chaque mensonge, chaque parole porteuse de menace, de recul pour les agent-es et la Fonction publique. Elle continuera à le faire tout comme elle restera force de proposition, et soutiendra toute annonce, toute initiative porteuse d'amélioration.

Être le meilleur outil syndical au service des personnels, de leurs aspirations, de leurs revendications, être sans relâche déterminés à les défendre, tel est l'engagement de la FSU et de ses syndicats nationaux.

Dans ce combat, elle aura besoin du soutien actif de tous et toutes les agent-es.

La FSU intervient quotidiennement, dans toutes les instances de dialogue social, aux niveaux local et national, pour défendre les agent-es, améliorer leur situation et leurs droits.

Création d'emplois publics à la hauteur des besoins, reconnaissance des métiers, des missions et des qualifications des agent-es, amélioration de leur pouvoir d'achat et de leurs carrières, amélioration du statut au service de l'intérêt général, défense des conditions de travail et lutte contre la souffrance au travail..., c'est l'engagement quotidien de notre organisation. Ainsi, lors du dernier Conseil Commun de la Fonction publique, elle a exigé de la Ministre que les chantiers lancés trouvent un aboutissement rapide, notamment en ce qui concerne les mesures de revalorisation du protocole « PPCR » (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) avec l'impérieuse nécessité qu'elles profitent rapidement et en totalité à tous les agent-es.

La FSU défend des droits nouveaux pour toutes et tous : elle intervient ainsi à chaque occasion comme par exemple sur le « Compte Personnel de Formation », afin

qu'il permette aux agent-es de suivre davantage de formations de leur propre initiative, que ce soit pour leur développement personnel, professionnel, ou encore pour se former à une autre mission.

La FSU milite pour que la médecine de prévention et l'action sociale, indispensables pour améliorer la situation des agent-es, évoluent avec des budgets adéquats.

La FSU n'en a jamais rabattu sur son ambition revendicative concernant les salaires.

Elle continue sans relâche d'exiger un plan de rattrapage pour améliorer les rémunérations après avoir obtenu, grâce à l'action collective et à la mobilisation des agent-es, le dégel du point d'indice et une augmentation de 1,2 % de ce dernier.

La FSU confirme et persiste également dans son engagement contre la précarité.

Un-e agent-e sur cinq n'est toujours pas titulaire. Le dispositif de la loi Sauvadet est notoirement insuffisant pour résoudre cette crise. C'est pourquoi la FSU interpellera une nouvelle fois le gouvernement lors d'une journée d'action le 13 octobre prochain.

A un moment où notre pays a tant besoin de «faire société», la FSU reste convaincue que la défense de l'intérêt général est essentielle et que la fonction publique est bien un investissement et non une charge.

Éducation, Recherche, Justice, Culture, Santé, Écologie, Agriculture, Emploi, Finances... c'est par le biais de services publics de qualité que l'égalité d'accès aux droits élémentaires pourra être effective pour toutes et tous les citoyen-es sur l'ensemble du territoire.

La FSU réaffirme que c'est grâce au travail et à l'engagement quotidiens de chacun et chacune des plus de cinq millions d'agent-es de la Fonction publique que cela est possible. De cet engagement les agent-es peuvent être fières.

C'est pour cela qu'avec vous la FSU reste mobilisée pour défendre et améliorer la situation de chacun et chacune.

Bernadette Groison
Secrétaire Générale de la FSU

BO n°35 du 29/09/2016

Diplôme national du brevet

Instructions à l'attention des membres de la commission nationale et des sous-commissions d'élaboration des sujets du diplôme national du brevet relatives à l'élaboration des sujets des épreuves écrites - session 2017

[note de service n° 2016-144 du 28-9-2016- NOR MENE1627430N](#)